

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 8 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1981	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 5

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1112

Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς 'Αθήνας τὴν 1ην 'Απριλίου 1977 ὑπογραφείσης, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς 'Ισλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας Συμφωνίας συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἁλιείας καὶ τοῦ συνημμένου εἰς αὐτὴν Πρωτοκόλλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

"Αρθρον Πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς 'Αθήνας τὴν 1ην 'Απριλίου 1977 ὑπογραφεῖσα, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς 'Ισλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας, Συμφωνία συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἁλιείας καὶ τὸ συνημμένον εἰς αὐτὴν Πρωτόκολλον, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

ACCORD

de coopération en matière de pêche maritime entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie désireux de concrétiser au plus vite leur volonté d' approfondir et de développer leur collaboration exprimé dans l'accord de coopération économique, scientifique, culturelle et technique signé à Athènes le 1er avril 1977, et agissant conformément aux dispositions de l'article 4 dudit accord, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les parties contractantes sont d'accord pour coopérer dans le domaine de la pêche maritime; cette coopération doit viser avant tout la promotion et le développement des activités de pêche en République Islamique de Mauritanie et s'exercera notamment dans le domaine de l'armement à la pêche, le traitement la transformation et la commercialisation des produits de la pêche, la création d'infrastructure portiaires, la construction navale et la recherche scientifique et technique et la formation de cadres et techniciens de la pêche.

Article 2

Cette coopération se fera sous la forme soit d'une exploitation en commun des richesses maritimes de la Mauritanie soit d'une remise à la partie mauritanienne d'un pourcentage à convenir des prises effectuées par les chalutiers grecs soit l'octroi de licences de pêche par la partie mauritanienne soit sous une forme de coopération qui pourrait être convenue par les deux parties contractantes.

Article 3

1. La coopération en matière de pêche entre les deux parties sous une ou plusieurs des formes visées à l'article précédent sera prescrite pour toute la durée du présent Accord au moyen de protocoles annuels, sauf pour la période allant de la date de mise en vigueur du présent Accord jusqu'au 31 décembre 1978 qui sera régie par le Protocole annexè au présent Accord.

2. Trois mois avant l'expiration desdits protocoles, les parties contractantes se consultéront pour conclure le protocole de la prochaine période. Cette consultation pourra également se faire au moyen de la Commission prévue par l'art 5.

Article 4

1. La partie hellénique s'engage à entreprendre les activités de pêche prévues par le présent Accord suivant des méthodes scientifiques afin de préserver d'une manière rationelle la rirchesse maritime de la Mauritanie et à procéder auxdites activités dans le cadre des lois et réglements en vigueur dans la République Islamique de Mauritanie.

2. La partie Mauritanienne s'engage à fournir toute l'assistance et les facilités nécessaires aux chalutiers grecs engagés dans lesdites activités de pêche.

Article 5

Afin de faciliter et de suivre l'application de cet' Accord et afin d'intensifier la coopération en matière de pêche entre les deux Pays, les parties contractantes conviennent d'instituer une commission mixte composée de représentants des deux Gouvernements.

Cette commission Mixte se réunira au moins une fois par an, altérnativement en Grèce et en Mauritanie.

Article 6

Le présent Accord annule et remplace l'Accord de pêche du 28 juin 1974 qui est de la sorte rendue, canduc.

En liquidation définitive des matières en suspens résultant de l'Accord ainsi annulé la partie hellénique paiera à la partie mauritanienne la somme de $ 500.000 (cinq cent milles doll).

Article 7

Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature sous réserve de ratification. Il est conclu pour une durée de 5 ans à moins qu'il ne soit renouvelé par la suite par les deux parties.

En foi de quoi les sous signés, dûment authorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Athènes le 1er avril 1977 en deux originaux en lanque française.

Pour le Gouvernement de la Rébublique Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie
STAVROS TATARIDIS	ABDALLAHI OULD ISMAIL
Secrétaire d'Etat à l' Agriculture	Ministre de Pêche et de la Marine Marchande

PROTOCOLE

Annexé à l'Accord de coopération en matière de pêche maritime entre la République Hellénique et la République Islamique de Mauritanie.

En application de l'article 3 de l'Accord de coopération en matière de pêche maritime qu'ils ont signé à Athènes le ler Avril 1977, le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie sont convenus de ce qui suit :

Article 1

1. Dans le cadre de la réglementation en vigueur ou à intérvenir et sous réserve des conditions ci-après, le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie s'engage à autoriser jusqu'à 25 bateaux appartenent à des armateurs grecs d'un tonnage d'environ 10.000 tonneaux de jauge brute–à l'exclusion de tout bateau usine–à pêche dans les eaux mauritaniennes situés entre le cap Blanc et la limite sud desdites eaux pour la période allant de la date de la signature du présent Protocole jusqu'au 31 décembre 1978.

2. Le Gouvernement Mauritanien s'engage à octroyer des licences de pêche uniquement aux bateaux qui auront été désignés par le Gouvernement hellénique; ce dernier se réserve le droit de révoquer cette désignation à tout moment et sans motivation et de remplacer les bateaux retirés par d'autres ayant des caractéristiques identiques, après en avoir informé les autorités mauritaniennes.

3. Lesdits bateaux seront repartis comme suit :

a) Les bateaux jaugeant jusqu'à 4% tjb seront autorisés à pêcher à partir des 3 milles marins des lignes de base,

b) Les bateaux jaugeant entre 400 et 800 tjb seront autorisés à pêche à partir de 6 milles des lignes de base,

c) Les bateaux jaugeant plus de 800 tjb seront admis à partir de 12 milles marins des lignes de base.

Article 2

L'octroi de licences de pêche par le Gouvernement mauritanien s'effectuera sous conditions suivantes :

1. Redevance de 200 doll. tjb an versés par les armateurs grecs intéressés.

2. Embauchement d'une moyenne de cinq matelots mauritaniens par bateau autorisé.

3. Fourniture aux industrie à terre de Nouadhibou de 400 kg/tjb/an des congélateurs autorisés de poisson frais pour traitement industriel.

Cette quantité sera achetée par la partie mauritanienne aux prix courants.

Article 3

1. Les bateaux grecs désignés devront se présenter pour prendre leur licence dans un delai maximun de 45 jours après l'entrée en vigueur du présent protocole. Passée cette période les autorités mauritaniennes seront dégagées de toute obligations vis-à-vis des bateaux retardataires et pourront disposer librement des licences correspondantes.

2. Dans le cas où les bateaux grecs désignés n' atteignent pas le tonnage prévu de 10.000 tjb dans le délai des 45 jours, le Gouvernement mauritanien dans le mesure où la disponobilité de ses eaux le permet pourra octroyer des licences compiémentaires à partir du 1er janvier 1978.

Article 4

1. La partie hellénique utilisera des chalutiers à glace pour s'acquitter de son obligation de fournir aux industries à terre de Nouadhibou du poisson frais conformément aux dispositions de l'article 2 pargr. 3.

2. Lesdits chalutiers à glace ne seront pas soumis aux conditions prévues par l' article 2 et ne seront tenus qu'au paiement d'une redevance de 10 doll. tjb/an.

Article 5

1. Le paiement du montant à verser en espèces pour le congelateurs s'effectuera en deux echéances au compte du Tresorier Général de la Mauritanie à Nouakchott.

Le premier versement, correspondant à la periode de ler avril au 31 décembre 1977, sera fait préalablement à la dëlivrance des licences, le second, correspondant à la période du premier janvier au 31 décembre 1975, au courant du mois de janvier 1978.

2. Le montant de droits de pêche relatifs aux bateaux à glace visés à l'article 4 sera payable à la Trésorerie de Nouadhibou suivant la même périodicité.

Article 6

Si pour une raison autre que le cas de force majeure la quantité de poisson visée à l'article 2 paragr. 3 n'est pas débarquée à Nouadhibou par les bateaux grecs la partie hellénique paiera une pénalité de 100 doll. par tonne de poisson non débarquée.

Article 7

1. Les salaires, indemnités diverses, frais d'assurances, accidents de travail et maladies professionelles des marins mauritaniens seront à la charge des armateurs grecs.

2. La formation professionnelle de ces marins et leurs différents domaines de spécialisation feront l' objet de consutations entre les armateurs et la Commission technique régionale de Nouadhibou chargée de la supervision de ce type de formation.

Article 8

La partie hellénique s'engage à ravitaller dans la mesure du possible les bateaux bénéficiant de licences de pêche en denrées et ingrédients à partir de Nouadhibou.

Article 9

La partie hellénique s'engage à fournir aux services du Ministère des pêches de la Mauritanie les données statistiques de pêche des bateaux grecs, sur formulaire dont le modèle est délivré par la partie mauritanienne.

Ces données seront remises à la fin de chaque année.

Article 10

Les licences de pêche qui seront délivrées pour la période du premier avril au 31 decembre 1977 seront automatiquement renouvelées pour la seconde période du ler janvier au 31 décembre 1978.

Article 11

Le présent Protocole est valable du ler avril 1977 au 31 décembre 1978.

Fait à Athènes le ler avril 1977, en deux originaux en langue française.

Pour le Governement de la République hellénique	Pour le Governement de la République Islamique de Mauritanie
STAVROS TATARIDIS	ABDALLAHI OULD ISMAIL
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture	Ministre de Pêche et de la Marine Marchande

Athènes le 1er avril 1977

Le Secrétaire d'Etat
à l'Agriculture

Monsieur le Ministre,

Au sujet de la date de l'entrée en vigueur du Protocole annexé à l'Accord de coopération en matière de pêche maritime de 1er avril 1977, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en raison des dispositions internes helléniques cette date sera rapportée au jour de l'approbation gouvernementale qui sera faite le plus tôt possible et en tout cas pas plus tard que le 30 avril 1977.

J'ai pris bonne note de l'assurance que vous m' avez donnée d'accorder des dérogations aux conditions stipulées à l'articl. 1 paragr. 3 du Protocole concernant les zones de pêches.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

STAVROS TATARIDIS
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture

M. ABDALLAHI OULD ISMAIL
Ministre de Pêche et de la Marine Marchande

Athènes le ler avril 1977

Le Ministre de Pêche et de la Marine Marchande d
la République Islamique de Mauritanie.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettr du ler avril 1977 et de vous informer que je suis d'accorc sur son contenu.

Concernant la repartition des bateaux suvanties zones de pêche je tiens à vous informer qu' exceptionné lement les navires d'environ 500 tjb pourront pêcher dans la zone située à partir des 3 milles marines des lignes de base.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l' assurance de mes sentiments les plus distingués.

ABDALLAHI OULD ISMAIL
Ministre des Pêches et de la Marine Marchande

S. E. M. STAVROS TATARIDIS
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
de la République Hellénique

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἁλιείας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας, ἐπιθυμοῦσαι νὰ συγκεκριμενοποιήσουν τὸ ταχύτερον τὴν θέλησίν των ὅπως ἐμβαθύνουν καὶ ἀναπτύξουν τὴν συνεργασίαν των, ὡς αὕτη ἐκδηλοῦται εἰς τὴν συμφωνίαν οἰκονομικῆς, ἐπιστημονικῆς, μορφωτικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, ὑπογραφεῖσαν εἰς Ἀθήνας 1ην Ἀπριλίου 1977 καὶ ἐνεργοῦσαι, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 4 τῆς ἐν λόγῳ συμφωνίας, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων:

Ἄρθρον 1.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν νὰ συνεργασθοῦν εἰς τὸν τομέα τῆς θαλασσίας ἁλιείας· ἡ συνεργασία αὕτη, δέον νὰ ἀποβλέπῃ κυρίως εἰς τὴν προαγωγὴν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἁλιευτικῶν δραστηριοτήτων εἰς τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας καὶ θὰ ἀσκῆται ἰδίᾳ εἰς τὸν τομέα ἐξοπλισμοῦ τῶν ἁλιευτικῶν σκαφῶν, εἰς τὴν κατεργασίαν, μετατροπὴν καὶ διάθεσιν τῶν προϊόντων τῆς ἁλιείας, εἰς τὴν δημιουργίαν λιμενικῆς ὑποδομῆς, τὴν ναυπήγησιν καὶ τὴν ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν ἔρευναν καὶ εἰς τὴν δημιουργίαν στελεχῶν καὶ τεχνικῶν διὰ τὴν ἁλιείαν.

Ἄρθρον 2.

Ἡ συνεργασία αὕτη θὰ γίνῃ ὑπὸ τὴν μορφήν, εἴτε μιᾶς συνεκμεταλλεύσεως τοῦ θαλασσίου πλούτου τῆς Μαυριτανίας, εἴτε τῆς ἀποδόσεως εἰς τὴν Μαυριτανικὴν πλευρὰν ἑνὸς καθορισθησομένου ποσοστοῦ ἐκ τῶν ἁλιευμάτων τῶν ἑλληνικῶν ἁλιευτικῶν σκαφῶν, εἴτε τῆς χορηγήσεως ἀδειῶν ἁλιείας ὑπὸ τῆς Μαυριτανικῆς πλευρᾶς, εἴτε ὑπὸ μορφὴν συνεργασίας, ἡ ὁποία θὰ ἠδύνατο νὰ καθορισθῇ ἀπὸ τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη.

Ἄρθρον 3.

1. Ἡ συνεργασία εἰς θέματα ἁλιείας μεταξὺ τῶν δύο μερῶν ὑπὸ μίαν ἢ περισσοτέρας τῶν μορφῶν τῶν σκοπουμένων εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον θὰ καθορισθῇ δι' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς παρούσης συμφωνίας δι' ἐτησίων πρωτοκόλλων, πλὴν τῆς περιόδου ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμφωνίας μέχρι τῆς 31.12.1978, ἡ ὁποία θὰ διέπεται ὑπὸ τοῦ συνημμένου εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Πρωτοκόλλου.

2. Τρεῖς μῆνες πρὸ τῆς λήξεως τῶν ἐν λόγῳ πρωτοκόλλων, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διαβουλεύωνται διὰ τὴν σύναψιν τοῦ πρωτοκόλλου τῆς ἐπομένης περιόδου. Ἡ διαβούλευσις αὕτη θὰ δύναται ἐπίσης νὰ γίνῃ διὰ τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 5 Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ἀναλαμβάνει νὰ ἐνεργήσῃ τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἁλιευτικὰς δραστηριότητας μὲ ἐπιστημονικὰς μεθόδους, ὥστε νὰ διαφυλαχθῇ κατὰ ὀρθολογικὸν τρόπον ὁ θαλάσσιος πλοῦτος τῆς Μαυριτανίας, καὶ νὰ προβῇ εἰς τὰς ἐν λόγῳ δραστηριότητας ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν νόμων καὶ τῶν κανονισμῶν ἐν ἰσχύι εἰς τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας.

2. Ἡ Μαυριτανικὴ πλευρὰ ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ παρέχῃ πᾶσαν βοήθειαν καὶ τὰς ἀπαιτουμένας διευκολύνσεις εἰς τὰ ἑλληνικὰ ἁλιευτικὰ σκάφη τὰ ὁποῖα ἀσκοῦν τὰς ἐν λόγῳ ἁλιευτικὰς δραστηριότητας.

Ἄρθρον 5.

Μὲ σκοπὸν τὴν διευκόλυνσιν καὶ τὴν παρακολούθησιν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ μὲ σκοπὸν τὴν ἐντονωτέραν συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα τῆς ἁλιείας μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν ὅπως συσταθῇ μία Μικτὴ Ἐπιτροπή, ἀποτελουμένη ἀπὸ ἀντιπροσώπους τῶν δύο Κυβερνήσεων.

Ἡ Μικτὴ αὕτη Ἐπιτροπὴ θὰ συνέρχεται τοὐλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους, ἐναλλὰξ εἰς τὴν Ἑλλάδα καὶ τὴν Μαυριτανίαν.

Ἄρθρον 6.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία καταργεῖ καὶ ἀντικαθιστᾷ τὴν Ἁλιευτικὴν Συμφωνίαν τῆς 26 Ἰουνίου 1974, ἡ ὁποία οὕτω καθίσταται ἄκυρος.

Διὰ τὴν ὁριστικὴν ἐκκαθάρισιν τῶν ἐκκρεμοτήτων αἱ ὁποῖαι προκύπτουν ἐκ τῆς οὕτω καταργουμένης Συμφωνίας, ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ καταβάλῃ εἰς τὴν Μαυριτανικὴν πλευρὰν τὸ ποσὸν τῶν 500.000 δολλαρίων (πεντακοσίων χιλιάδων δολλαρίων).

Ἄρθρον 7.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς της ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς κυρώσεώς της. Συνάπτεται διὰ μίαν περίοδον 5 ἐτῶν, ἐκτὸς ἐὰν ἀνανεωθῇ ἐν συνεχείᾳ ὑπὸ τῶν δύο μερῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ὁποίων οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ἀπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 1η Ἀπριλίου 1977, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
(ὑπογραφὴ)
Σταῦρος Ταταρίδης
Ὑφυπουργὸς Γεωργίας

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας
τῆς Μαυριτανίας
(ὑπογραφὴ)
Ἀμπταλαχὶ Οὔλντ' Ἰσμαὴλ
Ὑπουργὸς Ἁλιείας καὶ
Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Συνημμένον εἰς τὴν Συμφωνίαν συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἁλιείας μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας.

εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 3 τῆς Συμφωνίας συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἁλιείας τὴν ὁποίαν ὑπέγραψαν εἰς τὰς Ἀθήνας τὴν 1ην Ἀπριλίου 1977, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

1. Εἰς τὰ πλαίσια τῶν ἐν ἰσχύι ἢ μελλόντων νὰ ἰσχύσουν νόμων καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν κάτωθι ὅρων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας ἀνα-

λαμβάνει νὰ ἐπιτρέψῃ εἰς μέχρι 25 πλοῖα ἀνήκοντα εἰς Ἕλληνας ἐφοπλιστάς, ὁλικῆς χωρητικότητος 10.000 κόρων περίπου —ἐξαιρέσει τῶν πλοίων ἐργοστασίων— νὰ ἁλιεύουν εἰς τὰ Μαυριτανικὰ ὕδατα μεταξὺ τοῦ Λευκοῦ ἀκρωτηρίου καὶ τῶν νοτίων ὁρίων τῶν ἐν λόγῳ ὑδάτων, διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου μέχρι τῆς 31.12.1978.

2. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Μαυριτανίας ἀναλαμβάνει νὰ χορηγήσῃ ἀδείας ἁλιείας μόνον εἰς τὰ πλοῖα ἐκεῖνα, τὰ ὁποῖα θὰ ὑποδειχθοῦν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως· ἡ τελευταία αὐτὴ διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακαλῇ τὴν ἔγκρισίν της ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν καὶ ἄνευ αἰτιολογίας καὶ νὰ ἀντικαθιστᾷ τὰ ἀνακληθέντα πλοῖα δι' ἄλλων, ἐχόντων τὰ αὐτὰ χαρακτηριστικά, ἀφοῦ ἐνημερώσῃ σχετικῶς τὰς Μαυριτανικὰς ἀρχάς.

3. Τὰ ἐν λόγῳ πλοῖα θὰ κατανεμηθοῦν ὡς ἑξῆς:

α) Τὰ πλοῖα ὁλικῆς χωρητικότητος μέχρι 400 κόρων θὰ ἔχουν ἄδειαν ἁλιείας ἀπὸ 3 ναυτικὰ μίλια ἀπὸ τὰς γραμμὰς βάσεως,

β) τὰ πλοῖα ὁλικῆς χωρητικότητος μεταξὺ 400 καὶ 800 κόρων θὰ ἔχουν ἄδειαν ἁλιείας ἀπὸ 6 ναυτικὰ μίλια ἀπὸ τὰς γραμμὰς βάσεως,

γ) τὰ πλοῖα ὁλικῆς χωρητικότητος ἄνω τῶν 800 κόρων θὰ ἔχουν ἄδειαν ἁλιείας ἀπὸ 12 ναυτικὰ μίλια ἀπὸ τὰς γραμμὰς βάσεως.

Ἄρθρον 2.

Ἡ χορήγησις ἀδειῶν ἁλιείας ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Μαυριτανίας, θὰ πραγματοποιηθῇ ὑπὸ τοὺς ἀκολούθους ὅρους:

1. Ὑποχρέωσις πληρωμῆς 200 δολλαρίων κατὰ κόρον ἐτησίως καταβλητέων ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Ἑλλήνων ἐφοπλιστῶν.

2. Πρόσληψις κατὰ μέσον ὅρον 5 Μαυριτανῶν ναυτῶν διὰ κάθε πλοῖον διαθέτον ἄδειαν.

3. Προμήθεια εἰς τὰς βιομηχανίας ἐδάφους τῆς NOUADHIBOU 400 κιλῶν κατὰ κόρον ἐτησίως ὑπὸ τῶν ἐχόντων ἄδειαν καταψύξεως νωπῶν ἰχθύων πλοίων διὰ βιομηχανικὴν χρῆσιν.

Ἡ ποσότης αὐτὴ θὰ ἀγοράζεται ἀπὸ τὴν Μαυριτανικὴν πλευρὰν εἰς τὴν τρέχουσαν τιμήν.

Ἄρθρον 3.

1. Τὰ ὁρισθέντα Ἑλληνικὰ πλοῖα ὑποχρεοῦνται ὅπως παρουσιασθοῦν διὰ νὰ παραλάβουν τὰς ἀδείας των ἐντὸς προθεσμίας τὸ ἀνώτερον 45 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύι τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου. Μετὰ τὴν παρεύλευσιν τῆς προθεσμίας ταύτης, αἱ Μαυριτανικαὶ ἀρχαὶ θὰ ἀπαλλάσσωνται ἔναντι τῶν ἐκπροθέσμων πλοίων πάσης ὑποχρεώσεως καὶ θὰ δύνανται νὰ διαθέτουν ἐλευθέρως τὰς ἐν λόγῳ ἀδείας.

2. Εἰς τὴν περίπτωσιν, καθ' ἣν τὰ ὁρισθέντα Ἑλληνικὰ πλοῖα δὲν θὰ φθάσουν τὴν προβλεπομένην ὁλικὴν χωρητικότητα τῶν 10.000 κόρων ἐντὸς τῆς προθεσμίας τῶν 45 ἡμερῶν, ἡ Κυβέρνησις τῆς Μαυριτανίας, εἰς τὴν περίπτωσιν, καθ' ἣν ἡ δυνατότης τῶν ὑδάτων της τὸ ἐπιτρέπει, θὰ δύναται νὰ χορηγῇ συμπληρωματικὰς ἀδείας ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1978.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ χρησιμοποιῇ ἁλιευτικὰ πλοῖα πάγου διὰ νὰ ἐκπληρώσῃ τὴν ὑποχρέωσίν της ὅπως προμηθεύσῃ εἰς τὰς βιομηχανίας ἐδάφους τῆς NOUADHIBOU νωποὺς ἰχθεῖς, συμφώνως πρὸς τὴν διάταξιν τοῦ ἄρθρου 2, παράγραφος 3.

2. Τὰ ἐν λόγῳ ἁλιευτικὰ πλοῖα πάγου δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 2 καὶ δὲν θὰ ὑποχρεοῦνται εἰ μὴ εἰς τὴν καταβολὴν 10 δολλαρίων κατὰ κόρον ἐτησίως.

Ἄρθρον 5.

1. Ἡ πληρωμὴ τοῦ ποσοῦ τοῖς μετρητοῖς ὑπὸ τῶν ἐχόντων ἄδειαν καταψύξεως νωπῶν ἰχθύων πλοίων θὰ πραγματοποιεῖται εἰς δύο δόσεις εἰς τὸν λογαριασμὸν τοῦ Γενικοῦ Θησαυροφυλακίου τῆς Μαυριτανίας εἰς NOUAKCHOTT.

Ἡ πρώτη δόσις, ἀντιστοιχοῦσα εἰς τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἀπριλίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1977, θὰ πραγματοποιηθῇ πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῶν ἀδειῶν, ἡ δευτέρα, ἀντιστοιχοῦσα εἰς τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1978, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ μηνὸς Ἰανουαρίου 1978.

2. Τὸ ποσὸν τῶν δικαιωμάτων ἁλιείας τῶν ἀφορώντων εἰς τὰ πλοῖα πάγου τὰ ὁποῖα προβλέπονται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4, θὰ καταβάλλεται εἰς τὸ θησαυροφυλάκιον τῆς NOUADHIBOU μὲ τὴν αὐτὴν περιοδικότητα.

Ἄρθρον 6.

Ἐὰν διὰ μίαν αἰτίαν, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως ἀνωτέρας βίας, ἡ ποσότης τῶν ἰχθύων ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3, δὲν ἐκφορτωθῇ εἰς NOUADHIBOU ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν πλοίων, ἡ ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ καταβάλῃ ὡς ποινικὴν ρήτραν 100 δολλάρια διὰ κάθε τόννον μὴ ἐκφορτωθέντων ἰχθύων.

Ἄρθρον 7.

1. Οἱ μισθοί, αἱ διάφοροι ἀποζημιώσεις, τὰ ἔξοδα ἀσφαλίσεως, τὰ ἐργατικὰ ἀτυχήματα καὶ αἱ ἐπαγγελματικαὶ ἀσθένειαι τῶν Μαυριτανῶν ναυτῶν, θὰ εἶναι εἰς βάρος τῶν Ἑλλήνων ἐφοπλιστῶν.

2. Ἡ ἐπαγγελματικὴ κατάρτισις τῶν ναυτῶν τούτων καὶ ἡ ἐξειδίκευσίς των εἰς διαφόρους τομεῖς θὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον διαβουλεύσεων μεταξὺ τῶν Ἑλλήνων ἐφοπλιστῶν καὶ τῆς Τοπικῆς Τεχνικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς NOUADHIBOU τῆς ἐπιφορτισμένης μὲ τὴν ἐπίβλεψιν τοιούτου τύπου καταρτίσεως.

Ἄρθρον 8.

Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ὑποχρεοῦται ἐντὸς τοῦ μέτρου τοῦ δυνατοῦ νὰ ἐπισιτίζῃ τὰ ἐπωφελούμενα ἀδειῶν ἁλιείας πλοῖα διὰ τροφίμων καὶ ἄλλων ἐφοδίων ἐκ τῆς NOUADHIBOU.

Ἄρθρον 9.

Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ὑποχρεοῦται νὰ προμηθεύῃ εἰς τὰς ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Ἁλιείας τῆς Μαυριτανίας τὰ στατιστικὰ στοιχεῖα ἁλιείας τῶν ἑλληνικῶν πλοίων, ἐπὶ ἐντύπου τοῦ ὁποίου τὸ πρότυπον ἔχει ἐκδοθῆ ὑπὸ τῆς Μαυριτανικῆς πλευρᾶς.

Τὰ στοιχεῖα ταῦτα θὰ παραδίδωνται κατὰ τὸ τέλος ἑκάστου ἔτους.

Ἄρθρον 10.

Αἱ ἄδειαι ἁλιείας αἵτινες θὰ ἐκδοθοῦν διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἀπριλίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1977, θὰ ἀνανεοῦνται αὐτομάτως διὰ τὴν δευτέραν περίοδον ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1978.

Ἄρθρον 11.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἰσχύει ἀπὸ 1ης Ἀπριλίου 1977 μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1978.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 1ῃ Ἀπριλίου 1977, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

Ὑπογραφὴ

Ὑφυπουργὸς Γεωργίας
ΣΤΑΥΡΟΣ ΤΑΤΑΡΙΔΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας
τῆς Μαυριτανίας

Ὑπογραφὴ

ABDALLAHI AULD ISMAIL
Ὑπουργὸς Ἁλιείας καὶ Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας

Ὑφυπουργὸς Γεωργίας

Ἀθῆναι, 1η Ἀπριλίου 1977

Κύριε Ὑπουργέ,

Ἀναφερόμενος εἰς τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τοῦ συνημμένου Πρωτοκόλλου εἰς τὴν Συμφωνίαν συνεργασίας εἰς θέματα θαλασσίας ἁλιείας τῆς 1ης Ἀπριλίου 1977, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς πληροφορήσω ὅτι, λόγῳ τῶν Ἑλληνικῶν ἐσωτερικῶν νόμων, ἡ ἡμερομηνία αὕτη θὰ μετατεθῇ εἰς τὴν ἡμέραν ἐγκρίσεως ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἡ ὁποία θὰ πραγματοποιηθῇ τὸ ταχύτερον δυνατὸν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει οὐχὶ ἀργότερον τῆς 30ῆς Ἀπριλίου 1977.

Ἔλαβον ὑπὸ σημείωσιν τὴν διαβεβαίωσιν τὴν ὁποίαν ἐδώσατε νὰ δεχθῆτε παρεκκλίσεις εἰς τὰς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1, παρ. 3 τοῦ Πρωτοκόλλου προβλεπομένας διατάξεις τὰς ἀφορώσας εἰς τὰς ζώνας ἁλιείας.

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῆτε, Κύριε Ὑπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῶν πλέον διακεκριμένων αἰσθημάτων μου.

Ὑπογραφὴ
ΣΤΑΥΡΟΣ ΤΑΤΑΡΙΔΗΣ
Ὑφυπουργὸς Γεωργίας

K.ABDALLAHI OULD ISMAIL
Ὑπουργὸν Ἁλιείας καὶ
Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας

Ἀθῆναι, 1η Ἀπριλίου 1977

Ὁ Ὑπουργὸς Ἁλιείας καὶ
Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας τῆς
Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας
τῆς Μαυριτανίας

Κύριε Ὑφυπουργέ,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω λῆψιν τῆς ἐπιστολῆς σας ἀπὸ 1ης Ἀπριλίου 1977 καὶ νὰ σᾶς πληροφορήσω ὅτι συμφωνῶ μὲ τὸ περιεχόμενόν της.

Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν κατανομὴν τῶν πλοίων συμφώνως πρὸς τὰς ζώνας ἁλιείας, σᾶς πληροφορῶ ὅτι κατ' ἐξαίρεσιν τὰ πλοῖα ὁλικῆς χωρητικότητος περίπου 500 κόρων θὰ δύνανται νὰ ἁλιεύουν ἐντὸς τῆς ζώνης τῆς κειμένης ἀπὸ 3 ναυτικὰ μίλια ἀπὸ τῶν γραμμῶν βάσεων.

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῆτε, Κύριε Ὑφυπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῶν πλέον διακεκριμένων αἰσθημάτων μου.

Ὑπογραφὴ
ABDALLAHI OULD ISMAIL
Ὑπουργὸς Ἁλιείας καὶ
Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας

κ. Σταῦρον Ταταρίδην
Ὑφυπουργὸν Γεωργίας τῆς
Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συμφωνίας προβλεπομένης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς καταρτιζόμενα Πρωτόκολλα-Πρακτικὰ ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἁρμοδίων Ὑπουργῶν.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ	**Μ. ΕΒΕΡΤ**
ΓΕΩΡΓΙΑΣ	ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΗΣ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ
ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ	**ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

---

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1115

Περὶ τροποποιήσεως, ἀντικαταστάσεως καὶ συμπληρώσεως τῆς περὶ Ταμείου Ἀρωγῆς Ὀργάνων Ἀγροφυλακῆς ἰσχυούσης νομοθεσίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

Σύστασις — Ἕδρα — Σκοπός.

1. Τὸ συσταθὲν δυνάμει τοῦ Ν. 1900/1951 «περὶ ἱδρύσεως τοῦ Ταμείου Ἀρωγῆς Ὀργάνων Ἀγροφυλακῆς» Ταμεῖον, μετονομασθὲν διὰ τοῦ ἄρθρου 14 παρ. 2 τοῦ Ν.Δ. 4523/1966 «περὶ συνταξιοδοτήσεως τῶν ὀργάνων τῆς Ἀγροφυλακῆς» εἰς Ταμεῖον Συντάξεων καὶ Ἀρωγῆς Ὀργάνων Ἀγροφυλακῆς, ὀνομάζεται ἐφεξῆς Ταμεῖον Ἀρωγῆς Ὀργάνων Ἀγροφυλακῆς (Τ.Α.Ο.Α.) Τὸ Τ.Α.Ο.Α. ἀποτελεῖ νομικὸν πρόσωπον δημοσίου δικαίου, ἔχει ἕδραν τὰς Ἀθήνας καὶ τελεῖ ὑπὸ τὴν ἐποπτείαν τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν.

2. Σκοπὸς τοῦ Ταμείου εἶναι ἡ, ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις τοῦ παρόντος, χορήγησις ἐφ' ἅπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς εἰς τοὺς ἐξερχομένους τῆς ὑπηρεσίας ἠσφαλισμένους, ἤ, ἐν περιπτώσει θανάτου αὐτῶν, εἰς τὰς οἰκογενείας των, κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 6 παρ. 2 ὁριζόμενα.

3. Ἡ ὑπηρεσία τοῦ Ταμείου διεξάγεται ἀπὸ ὑπαλλήλους Ἀγροφυλακῆς, διοικητικοὺς καὶ ὄργανα, λαμβανομένους ἐκ τῆς δυνάμεως τῶν ὑπαλλήλων καὶ ὀργάνων Ἀγροφυλακῆς.

Ἄρθρον 2.

Διαχείρισις κεφαλαίων.

1. Τὰ κεφάλαια τοῦ Ταμείου κατατίθενται ἐπὶ τόκῳ εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος, δύναται δὲ καὶ νὰ ἐπενδύωνται καὶ ἄλλως κατὰ τὰς ἑκάστοτε ἰσχυούσας διατάξεις περὶ τρόπου διαθέσεως κεφαλαίων Ν.Π.Δ.Δ.

2. Ἐκ τῶν διαθεσίμων κεφαλαίων τοῦ Ταμείου καὶ τοῦ παρ' αὐτῷ λειτουργοῦντος Λογαριασμοῦ Αὐτασφαλίσεως Ὑπαλλήλων Ἀγροφυλακῆς (ΛΑΥΑ), κατόπιν ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου δύναται νὰ χορηγοῦνται δάνεια εἰς τοὺς ἠσφαλισμένους τοῦ Ταμείου ἢ τοῦ Λογαριασμοῦ ἀντιστοίχως, κατὰ τοὺς ἑκάστοτε ἰσχύοντας ὅρους καὶ προϋποθέσεις τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς.

3. Αἱ δαπάναι διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως βαρύνουν τὸ Τ.Α.Ο.Α. καὶ τὸν Λ.Α.Υ.Α. ἀναλόγως τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἠσφαλισμένων ἑκάστου.

Ἄρθρον 3.

Πόροι.

1. Πόροι τοῦ Ταμείου εἶναι:

α) Κράτησις 5% ἐπὶ τοῦ βασικοῦ μισθοῦ καὶ τοῦ ἐπιδόματος χρόνου ὑπηρεσίας τῶν ἠσφαλισμένων.

β) Κράτησις ἴση πρὸς τὸν βασικὸν μισθὸν τοῦ πρώτου δεκαπενθημέρου τῶν τὸ πρῶτον διοριζομένων εἰς θέσιν ὑπαλλήλου τῶν Κλάδων ΜΕ3 ἀρχιφυλάκων ἢ ΣΕ2 ἀγροφυλάκων ἠσφαλισμένων, καταβαλλομένη εἰς 12 ἰσοπόσους μηνιαίας δόσεις.

γ) Κράτησις τοῦ ἡμίσεος τῆς διαφορᾶς εἰς περίπτωσιν αὐξήσεως τῶν τακτικῶν ἀποδοχῶν τῶν ἠσφαλισμένων κατὰ τὸν πρῶτον ἀπὸ τῆς αὐξήσεως μῆνα.

δ) Κράτησις τοῦ ἡμίσεος τῆς διαφορᾶς τῶν τακτικῶν ἀποδοχῶν τῶν προαγομένων ἢ λαμβανόντων ἐπίδομα χρόνου ὑπηρεσίας ἠσφαλισμένων κατὰ τὸν πρῶτον μῆνα ἀπὸ τῆς προαγωγῆς ἢ τῆς ἀπονομῆς τοῦ ἐπιδόματος.

ε) Κράτησις 5% ἐπὶ πάσης ἀμοιβῆς ἢ ἀποζημιώσεως τῶν εἰς τὸ Ταμεῖον ἠσφαλισμένων λόγω παροχῆς προσθέτου ὑπηρεσίας πάσης φύσεως, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ὑπὸ μορφὴν ἐξόδων κινήσεως καὶ ὁδοιπορικῶν παρεχομένων, ὡς καὶ τῆς ἡμερησίας ἀποζημιώσεως τῶν ἐκτὸς ἕδρας μετακινουμένων.

στ) Δωρεαί, κληρονομίαι, κληροδοσίαι καὶ πᾶσα ἄλλη ἐκ χαριστικῆς αἰτίας παροχὴ πρὸς τὸ Ταμεῖον.

ζ) Οἱ τόκοι καὶ αἱ ἐν γένει πρόσοδοι τῶν κεφαλαίων καὶ τῆς περιουσίας τοῦ Ταμείου.

2. Τὰ καταβαλλόμενα δῶρα ἐπὶ ταῖς ἑορταῖς τῶν Χριστουγέννων καὶ Πάσχα ὡς καὶ τὸ ἐπίδομα ἀδείας τῶν ἠσφαλισμένων δὲν ὑπόκεινται εἰς τὴν περὶ ἧς ἡ περίπτωσις α τῆς παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου κράτησιν.

Ἄρθρον 4.

Παρακράτησις καὶ ἀπόδοσις εἰσφορῶν.

1. Αἱ κατὰ τὰς περιπτώσεις α—ε τῆς παρ. 1 τοῦ προηγουμένου ἄρθρου κρατήσεις ἐκ τῶν τακτικῶν ἀποδοχῶν καὶ ἀμοιβῶν ἢ ἀποζημιώσεων ἐκκαθαριζόμεναι ὑπὸ τῶν ἐντελλομένων τὴν πληρωμὴν τούτων ἁρμοδίων ὀργάνων ἀναγράφονται ὑποχρεωτικῶς εἰς τὰς σχετικὰς καταστάσεις καὶ ἐντάλματα πληρωμῆς, τὰ ποσὰ δὲ τούτων παρακρατούμενα ὑπὸ τοῦ καταβάλλοντος ταῦτα Δημοσίου Ταμείου, ἀποδίδονται ἀπ' εὐθείας εἰς τὸ Ταμεῖον ἐντὸς τοῦ ἑπομένου μετὰ τὴν καταβολὴν μηνός.

2. Ἐκκαθαριστὴς ἀποδοχῶν, ὁ ὁποῖος ἐκ προθέσεως ἀρνεῖται τὴν παρακράτησιν τῶν ἀνωτέρω εἰσφορῶν, διώκεται πειθαρχικῶς καὶ ποινικῶς διὰ παράβασιν καθήκοντος. Τὰ τυχὸν μὴ παρακρατηθέντα δι' οἱονδήποτε λόγον ποσὰ εἰσφορῶν παρακρατοῦνται ἐκ τῶν ἀποδοχῶν τοῦ ὑποχρέου, κατόπιν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κοινοποιουμένων εἰς τὸν ἐκκαθαριστὴν ἀποδοχῶν, ἡ παρακράτησις δὲ αὕτη, μὴ δυναμένη μηνιαίως νὰ ὑπερβῇ τὸ 1/4 τοῦ βασικοῦ μισθοῦ αὐτοῦ, ἐμφανίζεται εἰς ἰδίαν στήλην τῶν μισθολογικῶν καταστάσεων ἑνὸς ἢ πλειόνων, κατὰ τὴν κρίσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου μηνῶν. Ἐὰν δὲν γίνεται δι' οἱονδήποτε λόγον μισθοδοσία τοῦ ὑποχρέου, αἱ μὴ παρακρατηθεῖσαι εἰσφοραὶ βεβαιοῦνται εἰς τὸ Δημόσιον Ταμεῖον, κατόπιν ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, τηρουμένης τῆς διαδικασίας τοῦ ἄρθρου 33 τοῦ Β. Δ/τος 757/1969 «περὶ διαρθρώσεως τῶν Δημοσίων Ταμείων, τῶν καθηκόντων τοῦ προσωπικοῦ αὐτῶν κ.λ.π.».

3. Τὰ ἔσοδα τοῦ Ταμείου κατατίθενται εἰς τὸ Ταμεῖον Παρακαταθηκῶν καὶ Δανείων ἢ εἰς μίαν τῶν ἡμεδαπῶν ἀνεγνωρισμένων Τραπεζῶν κατὰ τὰς περὶ τοῦ ἀντικειμένου τούτου ἀποφάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, τηρουμένων τῶν τυχόν, ἐξ ἑτέρων γενικῶν ἢ εἰδικῶν νόμων ὑφισταμένων περιορισμῶν.

4. Δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν μετὰ γνώμην τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμείου, δύναται νὰ ἀνατίθεται ἡ χρηματικὴ διαχείρισις τοῦ Τ.Α.Ο.Α εἰς τὸ Ταμεῖον Παρακαταθηκῶν καὶ Δανείων ἢ εἰς ἡμεδαπὴν ἀνεγνωρισμένην Τράπεζαν.

Ἄρθρον 5.

Ἠσφαλισμένοι.

Ἐν τῷ Ταμείῳ ἀσφαλίζονται ὑποχρεωτικῶς πάντες οἱ ὑπηρετοῦντες καὶ ἐφεξῆς διοριζόμενοι:

α) Ὑπάλληλοι Κλάδου ΜΕ3 ἀρχιφυλάκων

β) Ὑπάλληλοι Κλάδου ΣΕ2 ἀγροφυλάκων

γ) Εἰς τὴν ἀσφάλισιν ὑπάγονται καὶ οἱ ὑπηρετοῦντες ἀρχιφύλακες Ἀγροφυλακῆς καὶ ἀγροφύλακες ἐπὶ θητείᾳ, καθὼς καὶ οἱ ἤδη ὑπηρετοῦντες ἀναπληρωταὶ ἀγροφύλακες.

Ἄρθρον 6.

Δικαίωμα ἀρωγῆς.

1. Δικαιοῦνται ἐφ' ἅπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς ἐκ τοῦ Ταμείου οἱ κατὰ τὸ προηγούμενον ἄρθρον ἠσφαλισμένοι αὐτοῦ οἱ ὁπωσδήποτε ἐξερχόμενοι τῆς ὑπηρεσίας:

α) Μετὰ χρόνον ἀσφαλίσεως 20 τοὐλάχιστον πλήρων ἐτῶν.

β) Λόγω σωματικῆς ἢ διανοητικῆς ἀνικανότητος συνεπείᾳ ἀτυχήματος ἢ νόσου, μὴ ὀφειλομένων εἰς τὴν ὑπηρεσίαν, βεβαιουμένων δὲ κατὰ τὰς ἑκάστοτε ἰσχυούσας διὰ τοὺς δημοσίους ὑπαλλήλους διατάξεις, μετὰ χρόνον ἀσφαλίσεως 10, τοὐλάχιστον, ἐτῶν.

γ) Λόγῳ σωματικῆς ἢ διανοητικῆς ἀνικανότητος συνεπείᾳ ἀτυχήματος ἐν τῇ ἐκτελέσει τῆς ὑπηρεσίας των, ἢ ἐξ αἰτίας ταύτης ἢ συνεπείᾳ νόσου σωματικῆς ἢ πνευματικῆς προκληθείσης ἐκ τῆς ὑπηρεσίας των ἀνεξαρτήτως χρόνου ὑπηρεσίας.

δ) Λόγῳ καταργήσεως θέσεως μετὰ χρόνον ἀσφαλίσεως 10 τοὐλάχιστον πλήρων ἐτῶν.

ε) Οἱ ἐξερχόμενοι λόγῳ ὁρίου ἡλικίας ἢ ἀπομακρυνόμενοι ὁπωσδήποτε ἐκ τῆς ὑπηρεσίας μετὰ τὴν συμπλήρωσιν τριακονταπενταετοῦς ὑπηρεσίας καὶ ἔχοντες εἰς ἑκατέραν τῶν περιπτώσεων 15 τοὐλάχιστον ἔτη ἀσφαλίσεως.

2. Ἐν περιπτώσει θανάτου ἠσφαλισμένου πρὸ ἢ μετὰ τὴν ἀπόκτησιν δικαιώματος ἀρωγῆς ἢ πρὸ τῆς ἀναλήψεως τῶν καταβληθεισῶν εἰσφορῶν, τὸ δικαίωμα τῆς ἐφ' ἅπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς περιέρχεται κατ' ἰσομοιρίαν:

α) Εἰς τὸν ἐπιζῶντα σύζυγον καὶ τὰ τέκνα τοῦ ἠσφαλισμένου τὰ νόμιμα, νομιμοποιηθέντα, υἱοθετηθέντα καὶ ἀναγνωρισθέντα τὰ μὲν ἄρρενα ἐφ' ὅσον εἶναι ἄγαμα καὶ ἀνήλικα, τὰ δὲ θήλεα ἐφ' ὅσον εἶναι ἄγαμα.

β) Μὴ ὑπάρχοντος συζύγου μηδὲ τέκνων εἰς τοὺς ἐπιζῶντας γονεῖς τοῦ ἠσφαλισμένου.

γ) Μὴ ὑπαρχόντων γονέων τοῦ ἠσφαλισμένου εἰς τὰς ἀγάμους ἀδελφὰς καὶ τοὺς ἀνηλίκους ἀγάμους ἀδελφοὺς τούτου.

3. Ἡ ἀνικανότης τῶν ἠσφαλισμένων, περὶ ἧς αἱ περιπτώσεις β καὶ γ τῆς παρ. 1 διαπιστοῦται ἐκ τῆς ἐν τῇ συνταξιοδοτικῇ ἀποφάσει τοῦ Δημοσίου ἀναφερομένης γνωματεύσεως τῆς οἰκείας Ὑγειονομικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 7.

Ἐπιστροφὴ εἰσφορῶν.

1. Ἠσφαλισμένοι τοῦ Ταμείου ἐξερχόμενοι τῆς ὑπηρεσίας, δι' οἱονδήποτε λόγον καὶ μὴ συμπληροῦντες τὰς ἀπαιτουμένας προϋποθέσεις χορηγήσεως τῆς ἐφ' ἅπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς, δικαιοῦνται εἰς ἐπιστροφὴν τῶν καταβληθεισῶν εἰσφορῶν ἀτόκως, ὡς ἀκολούθως:

α) Οἱ μὴ συμπληρώσαντες πενταετῆ ἀσφάλισιν τὸ 50% τῶν εἰσφορῶν.

β) Οἱ συμπληρώσαντες χρόνον ἀσφαλίσεως ἄνω τῶν πέντε ἐτῶν καὶ μέχρι 10 ἔτη τὸ 75% τῶν εἰσφορῶν.

γ) Οἱ συμπληρώσαντες χρόνον ἀσφαλίσεως ἄνω τῶν 10 ἐτῶν τὸ 100% τῶν εἰσφορῶν.

2. Τῆς κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον, ἐπιστροφῆς εἰσφορῶν δικαιοῦνται, τῇ αἰτήσει των, καὶ οἱ ἠσφαλισμένοι τοῦ Ταμείου οἱ διακόπτοντες τὴν παρ' αὐτῷ ἀσφάλισίν των, λόγῳ διορισμοῦ ἢ μετατάξεώς των εἰς ἑτέραν δημοσίαν ὑπηρεσίαν, ἐφ' ὅσον κατὰ τὴν διακοπὴν δὲν συμπληρώνουν τὰς

ὑπὸ τοῦ παρόντος νόμου προϋποθέσεις, διὰ τὴν ἀπόκτησιν δικαιώματος χορηγήσεως ἐφ' ἅπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς.

3. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται διὰ τοὺς ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ παρόντος νόμου καὶ ἐφεξῆς ἐξερχομένους τῆς ὑπηρεσίας ἠσφαλισμένους.

"Αρθρον 8.

Ποσὸν ἀρωγῆς.

1. Τὸ ποσὸν τῆς ἐκ τοῦ Τ.Α.Ο.Α. παρεχομένης ἐφ' ἅπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς εἰς τὰς περιπτώσεις τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ παρόντος συνίσταται εἰς πεντήκοντα ἑκατοστὰ (50%) τοῦ μισθοῦ τοῦ τελευταίου μηνὸς τοῦ ἀντιστοιχοῦντος εἰς τὸν βαθμὸν ἐξόδου ἐκ τῆς ὑπηρεσίας δι' ἕκαστον ἔτος ἀσφαλίσεως.

2. Τὸ ποσὸν τῆς ἐφ' ἅπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς τῆς περιπτώσεως γ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 6 ὁρίζεται εἰς πεντήκοντα ἑκατοστὰ (50%) τοῦ εἰκοσαπλασίου τοῦ τελευταίου μηνιαίου μισθοῦ ἐὰν ὁ χρόνος ἀσφαλίσεως εἶναι μικρότερος τῶν 20 ἐτῶν.

3. Ὡς μισθὸς διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος νοοῦνται ὁ βασικὸς μισθὸς καὶ τὸ ἐπίδομα χρόνου ὑπηρεσίας.

4. Ὡς χρόνος ἀσφαλίσεως διὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ ποσοῦ τῆς ἀρωγῆς νοεῖται ὁ τῆς πραγματικῆς ἀσφαλίσεως, δι' ὃν κατεβλήθησαν ἀσφαλιστικαὶ εἰσφοραὶ ὡς καὶ ὁ ἀναγνωρισθεὶς χρόνος προϋπηρεσίας. Ἐφ' ὅσον κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τοῦ χρόνου ἀσφαλίσεως προκύπτει ὑπόλοιπον ἐξ (6) μηνῶν καὶ πλέον, τοῦτο θεωρεῖται ὡς πλῆρες ἔτος, ἄλλως παραλείπεται.

5. Διὰ Προεδρικοῦ Διατάγματος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν μετὰ σύμφωνον γνώμην τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμείου δύναται νὰ αὐξομειώνεται τὸ ποσὸν τῆς ἀρωγῆς τῆς παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναλόγως τῆς οἰκονομικῆς δυναμικότητος τοῦ Ταμείου ἐρειδομένης ἐπὶ εἰδικῆς ἀναλογιστικῆς μελέτης.

6. Κατὰ τὴν πρώτην ἐφαρμογὴν τοῦ νόμου, αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται καὶ ἐπὶ τῶν ἀποχωρούντων τῆς ὑπηρεσίας κατὰ τὴν 31.12.1980.

"Αρθρον 9.

Ἀναγνώρισις καὶ ἐξαγορὰ προϋπηρεσίας.

1. Οἱ ὑπηρετοῦντες κατὰ τὴν δημοσίευσιν τοῦ παρόντος ὑπάλληλοι ἠσφαλισμένοι τοῦ Ταμείου, ὡς καὶ οἱ ἐφεξῆς διοριζόμενοι, ἔχοντες προϋπηρεσίαν εἰς τὸ Δημόσιον ἢ εἰς Ν.Π. Δ.Δ., ὑφ' οἱανδήποτε ἰδιότητα, ἐφ' ὅσον ἀναγνωρίζεται ὡς συντάξιμος κατὰ τὰς ἰσχυούσας διατάξεις ἢ λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν διὰ τὴν ἔνταξιν καὶ προαγωγικὴν ἐξέλιξιν, δικαιοῦνται νὰ ἀναγνωρίζωσιν ὡς χρόνον ἀσφαλίσεως παρὰ τοῦ Τ.Α.Ο.Α. τοιαύτην προϋπηρεσίαν μέχρι 15 τὸ πολὺ ἐτῶν. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται ὅπως ὁ ἐκ τῆς ἀναγνωρισθησομένης οὕτω προϋπηρεσίας ἐκτὸς ἀγροφυλακῆς, μετὰ τῆς ἐν τῇ ἀγροφυλακῇ τοιαύτης, χρόνος ἀσφαλίσεως παρὰ τῷ Ταμείῳ ὑπερβῇ ἐν τῷ συνόλῳ τὰ 35 ἔτη, οὐδὲ λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν ἡ πέραν τῶν 35 ἐτῶν ἀσφάλισις, ἐκ τῆς τοιαύτης προϋπηρεσίας, πρὸς ὑπολογισμὸν τοῦ ποσοῦ τῆς καταβληθησομένης ἀρωγῆς.

2. Ἡ ἀναγνώρισις τῆς ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ προυπηρεσίας ὡς χρόνου ἀσφαλίσεως παρὰ τῷ Τ.Α.Ο.Α., ἐνεργεῖται δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμείου, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἐνδιαφερόμενου, ἐπὶ τῇ καταβολῇ τῆς ἑκάστοτε ἰσχυούσης εἰσφορᾶς ἐπὶ τῶν ἀποδοχῶν ἃς οὗτος λαμβάνει κατὰ τὸν μῆνα ὑποβολῆς τῆς αἰτήσεως, δι' ἕκαστον μῆνα ἀναγνωριζομένης προϋπηρεσίας.

3. Τὸ ποσὸν τῆς ὀφειλῆς ἐξοφλεῖται εἴτε ἐφ' ἅπαξ ὑπὸ τῶν ἠσφαλισμένων ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς κοινοποιήσεως τῆς ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἴτε εἰς μηνιαίας τοκοχρεωλυτικὰς δόσεις καθοριζομένας ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὁ ἀριθμὸς τῶν ὁποίων δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἀναγνωριζομένων μηνῶν. Τὸ ἐπιτόκιον ἐπιβαρύνσεως τῆς ὀφειλῆς ὁρίζεται ἴσον πρὸς τὸ κατὰ τὸν χρόνον ὑποβολῆς τῆς αἰτήσεως ἰσχῦον ἐπιτόκιον τῶν καταθέσεων Ν.Π. Δ.Δ. εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος.

4. Ἡ παρακράτησις ἑκάστης δόσεως ἐνεργεῖται ὑποχρεωτικῶς ἐκ τῶν ἀποδοχῶν τοῦ ἠσφαλισμένου τῆς παρ' ᾗ ὑπηρετεῖ ὑπηρεσίας καὶ ἀποδίδεται εἰς τὸ Ταμεῖον μετὰ τῶν τακτικῶν εἰσφορῶν, ἄρχεται δὲ ἀπὸ τοῦ μεθεπομένου τῆς κοινοποιήσεως τῆς περὶ ἀναγνωρίσεως ἀποφάσεως μηνός.

5. Ἐν περιπτώσει ἐξόδου τοῦ ἠσφαλισμένου ἐκ τῆς ὑπηρεσίας τὸ ὑπόλοιπον τῆς ὀφειλῆς παρακρατεῖται ἐξ ὁλοκλήρου ἐκ τῆς ἐφ' ἅπαξ οἰκονομικῆς ἀρωγῆς.

"Αρθρον 10.

Ἐξουσιοδοτικαὶ διατάξεις.

1. α) Διὰ Προεδρικοῦ Διατάγματος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος, ὁ ΛΑΥΑ συγχωνεύεται εἰς τὰ ΤΑΟΑ, καθοριζομένης καὶ τῆς νέας ὀνομασίας τοῦ Ταμείου.

β) Διὰ τῆς συγχωνεύσεως τὸ Ταμεῖον καθίσταται καθολικὸς διάδοχος τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τοῦ ΛΑΥΑ.

γ) Ἐπὶ μίαν τριετίαν ἀπὸ τῆς συγχωνεύσεως οἱ ἠσφαλισμένοι τοῦ ΛΑΥΑ ὑπόκεινται εἰς τὰς μέχρι τῆς συγχωνεύσεως ἰσχυούσας διὰ τὸν ΛΑΥΑ εἰσφοράς, ἀναστελλομένων δι' αὐτοὺς τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ παρόντος νόμου.

2. Τὰ τῆς συνθέσεως, συγκροτήσεως καὶ λειτουργίας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΤΑΟΑ καὶ τῶν ἁρμοδιοτήτων καὶ καθηκόντων τοῦ Προέδρου καὶ τῶν μελῶν αὐτοῦ, ὡς καὶ πᾶσα ἑτέρα λεπτομέρεια ἀναγκαία διὰ τὴν ὁμαλὴν λειτουργίαν αὐτοῦ, ὁρίζονται διὰ Π. Δ/τος ἐκδιδομένου προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Προεδρίας Κυβερνήσεως, Οἰκονομικῶν καὶ Κοινων. Ὑπηρεσιῶν.

3. Διὰ Π. Δ/τος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν μετὰ γνώμην τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΤΑΟΑ δύνανται νὰ τροποποιῶνται ἅπασαι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος πλήν, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸν κύκλον τῶν ἀσφαλιστέων προσώπων καὶ τοὺς πόρους τοῦ Ταμείου.

"Αρθρον 11.

Καταργούμεναι διατάξεις.

1. Πᾶσα διάταξις, ἀντικειμένη εἰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἢ ρυθμίζουσα ἄλλως θέματα διεπόμενα ὑπὸ τούτου, καταργεῖται.

2. Μέχρις ἐκδόσεως τῶν ὑπὸ τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 10 προβλεπομένων κανονιστικῶν πράξεων, ἐφαρμόζονται αἱ ἰσχύουσαι κατὰ τὴν δημοσίευσιν τοῦ παρόντος διατάξεις τοῦ Ταμείου.

"Αρθρον 12.

Ἔναρξις ἰσχύος.

Ἡ ἰσχὺς τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος νόμου, ὅπου δὲν ὁρίζεται ἄλλως, ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Μ. ΕΒΕΡΤ

ΑΝΑΠΛΗΡΩΤΗΣ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΞΙΑΔΗΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΕΩΣ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΔΑΒΑΚΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ